

Règlement intérieur de l'école primaire publique Alfred THOREL
de CANDE-SUR-BEUVRON
Année scolaire 2023/2024

1 - Organisation et fonctionnement de l'école primaire.

1.1 Admission et scolarisation.

1.1.1 Dispositions communes.

Le directeur d'école prononce l'admission sur présentation :

- du certificat d'inscription délivré par le maire de Candé/Beuvron,
- d'un document attestant que l'enfant a subi les vaccinations obligatoires pour son âge ou justifie d'une contre-indication (certificat du médecin ou photocopie des pages du carnet de santé relatives aux vaccinations, carnet international de vaccinations),
- du livret de famille.

Faute de la présentation de l'un ou de plusieurs de ces documents, le directeur d'école procède pour les enfants soumis à l'obligation scolaire à une admission provisoire de l'enfant.

Les modalités d'admission à l'école maternelle et élémentaire définies ci-dessus ne sont applicables que lors de la première inscription dans l'école concernée. En cas de changement d'école, un certificat de radiation est émis par l'école d'origine.

Le directeur d'école est responsable de la tenue du registre des élèves inscrits et de la mise à jour de la base élèves 1er degré (Application ONDE).

Chaque début d'année, il vous sera demandé de compléter une fiche de renseignements, une fiche d'urgence, ainsi que de nous faire parvenir une attestation d'assurance sur laquelle sont inscrites les mentions « responsabilité civile » et « individuelle accident ».

Concernant les vaccinations obligatoires, une nouvelle copie ou un scan du carnet de santé devra être remise à l'école à chaque nouvelle vaccination.

1.1.2. Admission à l'école primaire.

La fréquentation scolaire étant désormais obligatoire dès l'âge de 3 ans, les enfants sont admis à l'école maternelle dans leur troisième année.

1.1.3 Admission des enfants de familles itinérantes.

Tant à l'école maternelle qu'à l'école élémentaire, quelle que soit la durée du séjour et quel que soit l'effectif de la classe correspondant à leur niveau, les enfants de familles itinérantes doivent être accueillis. Dans les cas où le directeur d'école ne disposerait pas d'une capacité matérielle d'accueil suffisante pour admettre l'enfant qui lui est présenté, il établira immédiatement un rapport détaillé qu'il adressera à sa hiérarchie.

1.1.4 Modalités de scolarisation des élèves en situation de handicap.

Tout enfant présentant un handicap ou un trouble invalidant de la santé est inscrit dans l'école la plus proche de son domicile, qui constitue son école de référence. Dans le cadre du projet personnalisé de scolarisation (PPS) décidé par la Maison Départementale de l'Autonomie (MDA), si les besoins de l'élève nécessitent qu'il reçoive sa formation au sein de dispositifs adaptés, il peut être inscrit dans une autre école avec l'accord de ses parents ou de son représentant légal. Cette inscription n'exclut pas son retour dans son école de référence.

1.1.5 Accueil des enfants atteints de troubles de la santé évoluant sur une longue période.

Les enfants atteints de maladie chronique, d'allergie et d'intolérance alimentaire sont admis à l'école et doivent pouvoir poursuivre leur scolarité en bénéficiant de leur traitement ou de leur régime alimentaire, dans des conditions garantissant leur sécurité et compensant les inconvénients de leur état de santé.

Le projet d'accueil individualisé (PAI) a pour but de faciliter l'accueil de ces élèves mais ne saurait se substituer à la responsabilité de leur famille. Il organise, dans le respect des compétences de chacun et compte tenu des besoins thérapeutiques de l'élève, les modalités particulières de sa vie à l'école ; il peut prévoir des aménagements sans porter préjudice au fonctionnement de l'école.

1.2 Organisation du temps scolaire et des activités pédagogiques complémentaires (APC).

1.2.1 Organisation du temps scolaire de l'école primaire de Candé/Beuvron.

Accueil de 8h35 à 8h45 et de 13h25 à 13h35.

Horaires de classe :

- Lundis / mardis / jeudis / vendredis : 8h45/12h05 – 13h35/16h15

La durée hebdomadaire de la scolarité à l'école élémentaire est fixée à 24 heures, réparties sur 8 demi-journées, sur 36 semaines.

1.2.2 Les activités pédagogiques complémentaires.

Des activités pédagogiques complémentaires (APC) sont organisées à l'école par groupes restreints d'élèves. Les parents sont informés de l'organisation retenue (jour(s) et horaires) en début d'année scolaire. Les APC sont soumis à une autorisation parentale.

1.3 Fréquentation de l'école.

1.3.1 Dispositions générales.

Les obligations des élèves incluent l'assiduité. Les parents ou responsables légaux de l'élève sont fortement impliqués dans le respect de cette obligation. Il appartient au directeur d'école de contrôler le respect de l'obligation d'assiduité liée à l'inscription à l'école.

L'enseignant de chaque classe tient un registre d'appel sur lequel il inscrit les élèves absents.

Lorsqu'un enfant manque momentanément la classe, les parents ou les personnes responsables doivent, sans délai, faire connaître à l'enseignant de leur enfant les motifs de cette absence.

Les certificats médicaux ne sont exigibles que dans le cas des maladies contagieuses.

En cas de doute sérieux sur la légitimité d'un motif, le directeur d'école demande aux personnes responsables de l'élève de formuler une demande d'autorisation d'absence, qu'il transmet à sa hiérarchie.

1.3.2 À l'école maternelle et élémentaire

L'assiduité est obligatoire.

À compter de quatre demi-journées d'absences sans motif légitime ni excuses valables durant le mois, le directeur d'école saisit sa hiérarchie.

1.4 Accueil et surveillance des élèves.

1.4.1 Dispositions générales.

L'accueil des élèves est assuré par l'équipe enseignante dix minutes avant l'entrée en classe.

Lorsque la ou les personnes devant récupérer les enfants ne sont pas présentes à la sortie des classes, les enfants inscrits en garderie y sont emmenés. Concernant les enfants qui ne sont pas inscrits en garderie, les enseignants joignent les responsables légaux. Pour rappel, lorsque l'enfant n'est pas inscrit à la garderie et que les responsables légaux sont absents à la sortie de l'école et ne sont pas joignables, la procédure est de faire appel à la police ou à la gendarmerie.

1.4.2 Dispositions particulières à l'école maternelle.

Dans les classes et sections maternelles, les enfants sont remis par la ou les personne(s) qui les accompagne(nt) au personnel enseignant.

Les élèves sont repris, à la fin de chaque demi-journée, par la ou les personne(s) responsable(s) légale(s) ou par toute personne nommément désignée par elle(s) par écrit sur la fiche de renseignements ou sur le cahier de liaison de l'élève, sauf s'ils sont pris en charge, à la demande des personnes

responsables, par un service de garde, de restauration scolaire ou par l'accueil périscolaire auquel l'élève est inscrit.

1.4.3 Dispositions particulières à l'école élémentaire.

À l'issue des classes du matin et de l'après-midi, la sortie des élèves s'effectue sous la surveillance d'un enseignant dans la limite de l'enceinte des locaux scolaires, sauf pour les élèves pris en charge, à la demande des personnes responsables, par un service de garde, de restauration scolaire ou par un dispositif d'accompagnement ou par l'accueil périscolaire auquel l'élève est inscrit.

Au-delà de l'enceinte des locaux scolaires, les parents assument la responsabilité de leur enfant selon les modalités qu'ils choisissent.

Les parents souhaitant que leur enfant quitte seul l'école doivent en faire la demande auprès de l'enseignant de leur enfant.

1.4.4 Dispositions particulières en cas de contexte spécifique

L'accueil et la sortie des élèves peuvent être amenés à évoluer au cours de l'année en fonction des directives hiérarchiques ainsi que des contraintes humaines et matérielles.

1.5 Le dialogue avec les familles.

Les parents d'élèves sont membres de la communauté éducative. Ils sont les partenaires permanents de l'école.

1.5.1 L'information des parents.

Le suivi de la scolarité par les parents implique que ceux-ci soient bien informés du fonctionnement de l'école, des acquis scolaires mais également du comportement de leur enfant. À cette fin, sont organisées : des réunions collectives chaque début d'année, la communication régulière du livret scolaire aux parents et, si nécessaire, une information relative aux acquis et au comportement scolaires de l'élève.

1.5.2 La représentation des parents.

Les parents d'élèves peuvent s'impliquer dans la vie de l'école en participant par leurs représentants aux conseils d'école ; tout parent d'élève peut se présenter aux élections des représentants de parents d'élèves au conseil d'école.

1.6 Usage des locaux, hygiène et sécurité.

1.6.1 Utilisation des locaux ; responsabilité.

L'équipe enseignante surveille régulièrement les locaux, terrains et matériels utilisés par les élèves afin de déceler les risques apparents éventuels. En cas de risque constaté, le directeur le signale aux services de la mairie ainsi qu'à sa hiérarchie, ils prennent, le cas échéant, les mesures appropriées. Un registre « Santé et Sécurité au Travail » est mis à disposition de toutes les personnes qui fréquentent habituellement ou occasionnellement les locaux de l'école. Il est disponible dans le bureau de direction. Il s'agit d'un document permettant d'avoir un historique des aspects relatifs à la santé et à la sécurité au travail et ainsi de pouvoir suivre leur évolution à travers des réponses apportées.

1.6.2 Accès aux locaux scolaires.

L'entrée dans l'école pendant le temps scolaire n'est de droit que pour les personnes préposées par la loi à l'inspection, au contrôle ou à la visite des établissements d'enseignement scolaire. L'accès des locaux scolaires aux personnes étrangères au service est soumis à l'autorisation du directeur d'école.

1.6.3 Hygiène et salubrité des locaux.

À l'école maternelle et à l'école élémentaire, le nettoyage et l'aération des locaux sont quotidiens. Les sanitaires sont maintenus en parfait état de propreté et désinfectés après chaque journée de classe par la collectivité territoriale.

Il est interdit de fumer à l'intérieur des locaux scolaires.

1.6.4. Organisation des soins et des urgences.

En l'absence de personnel de santé dans l'école, les soins de base sont effectués par les enseignants. En cas d'urgence, les enseignants contactent le SAMU (15).

Dans tous les cas, le Samu-Centre 15 territorialement compétent permet le recours permanent à un médecin urgentiste qui peut donner des conseils à toute personne témoin d'un accident ou d'un malaise.

1.6.5 Sécurité.

Des exercices de sécurité ont lieu conformément à la réglementation en vigueur. L'école met en place deux plans particuliers de mise en sûreté (PPMS) : un PPMS Risque Majeur et un PPMS Attentat-Intrusion. Deux exercices incendies minimum ont également lieu au cours de l'année scolaire.

1.7 Les intervenants extérieurs à l'école.

Toute personne intervenant dans une école pendant le temps scolaire doit respecter les principes fondamentaux du service public d'éducation, en particulier les principes de laïcité et de neutralité. Elle doit respecter les personnels, adopter une attitude bienveillante à l'égard des élèves, s'abstenir de tout propos ou comportement qui pourrait choquer, et faire preuve d'une absolue réserve concernant les observations ou informations qu'elle aurait pu recueillir lors de son intervention dans l'école.

1.7.1 Participation des parents ou d'autres accompagnateurs bénévoles.

Pour assurer, si nécessaire, le complément d'encadrement pour les sorties scolaires et les activités régulières se déroulant en dehors de l'école, le directeur d'école peut accepter ou solliciter la participation de parents ou d'accompagnateurs volontaires.

1.7.2 Intervenants extérieurs participant aux activités d'enseignement.

Des intervenants rémunérés et qualifiés, ainsi que des intervenants bénévoles peuvent participer aux activités d'enseignement sous la responsabilité pédagogique des enseignants.

Tous les intervenants extérieurs sont soumis à une autorisation du directeur d'école. Les intervenants doivent également être agréés par le directeur académique des services de l'éducation nationale.

1.7.3 Intervention des associations.

Une association qui apporte son concours à l'enseignement public a la possibilité de faire l'objet d'un agrément lorsque ce concours prend l'une des formes suivantes : interventions pendant le temps scolaire, organisation d'activités éducatives complémentaires en dehors du temps scolaire, contribution au développement de la recherche pédagogique, à la formation des équipes pédagogiques et des autres membres de la communauté éducative.

Le directeur d'école peut autoriser l'intervention d'une association non agréée mais dont l'action est conforme aux principes de laïcité, pour une intervention exceptionnelle, s'il a auparavant informé sa hiérarchie du projet d'intervention.

2 - Droits et obligations des membres de la communauté éducative .

La communauté éducative rassemble, à l'école, les élèves et tous ceux qui, dans l'école ou en relation avec elle, participent à l'accomplissement de ses missions. Elle réunit les personnels de l'école, les parents d'élèves, les collectivités territoriales compétentes pour l'école ainsi que les acteurs institutionnels, économiques et sociaux associés au service public d'éducation.

Tous les membres de cette communauté doivent, lors de leur participation à l'action de l'école, respecter le pluralisme des opinions et les principes de laïcité et neutralité ; ils doivent, en outre, faire preuve d'une totale discrétion sur toutes les informations individuelles auxquelles ils ont pu avoir accès dans le cadre de l'école. Le directeur d'école doit signaler les comportements inappropriés à l'inspecteur de l'éducation nationale chargé de la circonscription.

Dans les écoles, collèges et lycées publics, le port de signes ou tenues par lesquels les élèves manifestent ostensiblement une appartenance religieuse est interdit (loi du 15 mars 2004).

Une tenue vestimentaire correcte, décente et adaptée à la vie scolaire est exigée :

* pas de vêtements trop courts (les jupes, les shorts mi-cuisses et hauts sans ventre apparent sont autorisés)

- * les sous-vêtements restent des sous-vêtements et ne sont donc pas apparents.
- * Les tongs, claquettes ne sont pas admises.
- * Le port des bijoux est fortement déconseillé, l'école n'est pas responsable si un enfant les perd.
- * Aucun téléphone portable n'est autorisé.

Lorsque que l'une de ces interdictions est méconnue, l'école organise un dialogue afin de rappeler les principes de laïcité et de vivre ensemble.

2.1. Les élèves.

- **Droits** : les élèves ont droit à un accueil bienveillant et non discriminant. Ils doivent être préservés de tout propos ou comportement humiliant et respectés dans leur singularité. En outre, ils doivent bénéficier de garanties de protection contre toute violence physique ou morale, ces garanties s'appliquant non seulement aux relations à l'intérieur de l'école, mais aussi à l'usage d'Internet dans le cadre scolaire. Tout châtiment corporel ou traitement humiliant est strictement interdit.

- **Obligations** : chaque élève a l'obligation de n'user d'aucune violence et de respecter les règles de comportement et de civilité édictées par le règlement intérieur. Les élèves doivent, notamment, utiliser un langage approprié aux relations au sein d'une communauté éducative, respecter les locaux et le matériel mis à leur disposition, appliquer les règles d'hygiène et de sécurité qui leur ont été apprises, respecter les règles de comportement et civilité.

Les jeux et bonbons provenant de la maison sont interdits à l'école.

2.2 Les parents.

- **Droits** : les parents sont représentés au conseil d'école et associés au fonctionnement de l'école. Des échanges et des réunions régulières doivent être organisées en fonction des besoins par le directeur d'école et l'équipe pédagogique à leur attention. Ils ont le droit d'être informés des acquis scolaires et du comportement de leur enfant.

- **Obligations** : les parents sont garants du respect de l'obligation d'assiduité pour leurs enfants ; ils doivent respecter et faire respecter les horaires de l'école. La participation des parents aux réunions et rencontres auxquelles les invite le directeur d'école ou l'équipe pédagogique est un facteur essentiel pour la réussite des enfants. Il leur revient de faire respecter par leurs enfants le principe de laïcité et de s'engager dans le dialogue que l'enseignant ou le directeur d'école leur propose en cas de difficulté. Dans toutes leurs relations avec les autres membres de la communauté éducative, ils doivent faire preuve de réserve et de respect des personnes et des fonctions.

2.3 Les personnels enseignants et non enseignants.

- **Droits**: tous les personnels de l'école ont droit au respect de leur statut et de leur mission par tous les autres membres de la communauté éducative.

- **Obligations**: tous les personnels ont l'obligation, dans le cadre de la communauté éducative, de respecter les personnes et leurs convictions, de faire preuve de réserve dans leurs propos. Ils s'interdisent tout comportement, geste ou parole, qui traduirait du mépris à l'égard des élèves ou de leur famille, qui serait discriminatoire ou susceptible de heurter leur sensibilité.

2.4 Les partenaires et intervenants.

Toute personne intervenant dans l'école doit respecter les principes généraux rappelés ci-dessus. Celles qui sont amenées à intervenir fréquemment dans une école doivent prendre connaissance de son règlement intérieur.

2.5 Les règles de vie à l'école.

Dès l'école maternelle, l'enfant s'approprie les règles du « vivre ensemble », la compréhension des

attentes de l'école. L'enfant apprend progressivement le sens et les conséquences de ses comportements, ses droits et obligations, la progressivité de leur application, leur importance dans le cadre scolaire et plus largement, dans les relations sociales.

Tout doit être mis en œuvre à l'école pour créer les conditions favorables aux apprentissages et à l'épanouissement de l'enfant. Il est particulièrement important d'encourager et de valoriser les comportements les mieux adaptés à l'activité scolaire : calme, attention, soin, entraide, respect d'autrui. La valorisation des élèves, leur responsabilisation dans la vie collective sont de nature à renforcer leur sentiment d'appartenance à l'école et à installer un climat scolaire serein.

À l'inverse, les comportements qui troublent l'activité scolaire, les manquements au règlement intérieur de l'école, et en particulier toute atteinte à l'intégrité physique ou morale des autres élèves ou des enseignants, donnent lieu à des réprimandes, qui sont, si l'équipe enseignante l'estime nécessaire, portées immédiatement à la connaissance des représentants légaux de l'enfant. Ces réprimandes ne peuvent elles-mêmes en aucun cas porter atteinte à l'intégrité morale ou physique d'un enfant. On veillera à ce qu'un élève ne soit pas privé de la totalité de la récréation à titre de punition.

Lorsque le comportement d'un élève perturbe gravement et de façon durable le fonctionnement de la classe, sa situation doit être soumise à l'examen de l'équipe éducative. Le psychologue scolaire et le médecin de l'éducation nationale doivent être associés à l'évaluation de la situation afin de définir les mesures appropriées. Un soutien des parents peut être proposé le cas échéant, en lien avec les différents partenaires de l'école.

Lorsqu'un enfant a un comportement momentanément difficile, des solutions doivent être cherchées en priorité dans la classe, ou exceptionnellement et temporairement dans une ou plusieurs autres classes.

Des modalités de prise en charge de l'élève par les enseignants des réseaux d'aides spécialisées aux élèves en difficulté (Rased), peuvent également être envisagées.

Programme PHARE : L'équipe éducative est formée à la prise en charge des situations de harcèlement via la Méthode de la Préoccupation Partagée (MPP). Cette méthode, non blâmante, se caractérise par une méthode d'échanges afin d'engager les intimidateurs dans la mise en place d'actions pour mettre fin au harcèlement tout en apportant à l'élève cible, un soutien garantissant sa sécurité et son bien-être à l'école. Tout élève est donc susceptible d'être rencontré par l'équipe pour contribuer par ses suggestions à l'amélioration de la situation d'un camarade.

3 - Le règlement intérieur de l'école .

3.1 Les principes.

Le service public de l'éducation repose sur des valeurs et des principes dont le respect s'impose à tous dans l'école : principes de gratuité de l'enseignement, de neutralité et de laïcité. Chacun est également tenu au devoir d'assiduité et de ponctualité, de tolérance et de respect d'autrui dans sa personne et sa sensibilité, au respect de l'égalité des droits entre filles et garçons, à la protection contre toute forme de violence psychologique, physique ou morale. En aucune circonstance, l'usage de la violence physique comme verbale ne saurait être toléré. Le respect mutuel entre adultes et élèves et entre élèves constitue également un des fondements de la vie collective.

3.2 Le contenu du règlement intérieur d'une école.

Le règlement intérieur de l'école est établi et revu annuellement par le conseil d'école.

3.3 Son utilisation.

Le règlement intérieur de l'école est porté à la connaissance de l'ensemble des membres de la communauté éducative et est diffusé, en début d'année scolaire, par le directeur d'école aux parents des élèves nouvellement inscrits. Il est aussi diffusé sur le site Internet de l'école.

Annexes :

- La Charte de la laïcité à l'école.
- La Charte d'usage de l'internet